

Chapitre 19:
Alternances et cohabitations (1981 -...)

Aux vingt-trois années de domination continue d'une seule majorité (1958-1981), a succédé une période essentiellement caractérisée par des alternances régulières de la droite et de la gauche au pouvoir: de 1981 à 2002 (inclus) les majorités en place ont perdu toutes les élections présidentielles ou législatives – à l'exception apparente de la présidentielle de 1995; mais c'est un dissident du camp au pouvoir, Jacques Chirac, qui l'a gagnée contre le chef du gouvernement, Édouard Balladur. Dans ces conditions, la non-coïncidence des mandats présidentiel et législatif a débouché sur un phénomène inédit, quoique inscrit dans la nature des institutions gaulliennes: durant trois périodes, totalisant neuf années sur vingt-deux à ce jour (2003), la majorité présidentielle n'a pas coïncidé avec la majorité législative: 1986-1988, 1993-1995, 1997-2002. Durant ces périodes dites de cohabitation, c'est le premier ministre, à la tête de la majorité législative, qui assume la réalité du pouvoir exécutif (le législatif n'en profite guère), tandis que le président de la République tend à assumer, outre ses fonctions constitutionnelles de gardien des institutions, un rôle étrange d'opposant en chef au cœur des institutions, doté d'un fort "pouvoir tribunicien" mais à peu près impuissant dans les faits. Durant les autres périodes, le Président retrouve l'essentiel de son pouvoir et de son prestige, tandis que le premier ministre redevient un exécutant.

L'essentiel... mais pas tout, notamment en ce qui concerne le prestige. Bien sûr, les institutions de la Ve République ont souffert de cette nouvelle situation, comme en témoigne le désir croissant, dans la période, de faire remarquer l'exécutif et le législatif d'un même pas, lequel a fini par se traduire par l'alignement du mandat présidentiel sur celui des députés – en 2000, le septennat présidentiel, tradition nationale plus que centenaire (elle datait de 1873), a cédé la place au quinquennat (la réforme s'est appliquée pour la première fois au mandat présidentiel entamé en 2002). La République instituée par de Gaulle semble atteinte par l'usure, un peu comme la IIIe République en son temps (quoique moins vite et sans doute moins profondément, pour l'instant tout au moins). En témoigne la montée des partis protestataires, le Front national dès le début des années 1980 puis les extrêmes-gauches à la fin des années 1990: le tout a abouti au « krach civique » (N. Baverez) d'avril 2002, lorsque le leader du F.N., Jean-Marie Le Pen, est arrivé en deuxième position au premier tour de l'élection présidentielle.

Cette présentation des choses est-elle juste? Faut-il rendre le mauvais fonctionnement des institutions responsables de l'ensemble de la crise politique où le pays semble lentement s'enfoncer? On peut à juste titre souligner que tant que les électeurs ne renvoyaient pas systématiquement les équipes en place, les institutions fonctionnaient à peu près bien... Le problème est sans doute plus fondamental: il est à relier à une crise du politique en général. Les grandes idéologies se sont effondrées, aussi bien celles de la gauche (le communisme dès les années 1970, mais aussi le socialisme étatique et réformiste hérité du Front populaire et de la Libération, à la suite de l'échec de la gauche mitterrannique dans les années 1980) que celles de la droite (le gaullisme, miné à l'extérieur par l'intégration européenne et de l'intérieur par le néo-radicisme chiraquien; la démocratie chrétienne, dans un monde qui s'éloigne à grands pas de son héritage spirituel). Elles ont été remplacées par un scepticisme généralisé, dont le succès des émissions télévisées parodiques est un bon indice (en 1995, les Guignols de l'Info ont joué un rôle non négligeable dans l'élection présidentielle, en présentant Jacques Chirac sous un jour exceptionnellement sympathique¹); la

¹ Au point que Jacques Chirac a fini par adopter un symbole de campagne, la pomme, lancé au départ par les Guignols!

multiplication des scandales financiers n'a pas aidé, même si elle est peut-être essentiellement dûe au fait qu'on les tolère moins qu'autrefois – le second septennat de Mitterrand (1988-1995) a été une catastrophe de ce point de vue, vues les postures morales revendiquées par la gauche en 1981. Le militantisme partisan et syndical s'effondre. La société française est de plus en plus individualiste, en même temps il en émane une très forte demande de protection sociale de la part de l'État et, depuis la fin des années 1990 (mais peut-être bien avant, sous des formes que les gouvernants n'ont pas su entendre mais que le F.N. a très vite su récupérer), une très forte demande de sécurité – vis-à-vis de la délinquance mais aussi des risques sanitaires, climatiques, etc.; comme si dans un pays où la vie est quand même, pour la grande majorité, plus douce qu'elle n'a jamais été, le moindre risque était désormais insupportable.

En réalité, ces demandes d'individualisme et de sécurité sont contradictoires entre elles: aucun gouvernement ne peut les satisfaire. Par ailleurs, la crise dépasse le politique: le compromis keynésien construit en 1945 est en ruines, essentiellement parce que les transferts sociaux coûtent trop cher et freinent le développement de l'économie: l'un des aspects de cette ruine est la montée (dans les années 1970 et 1980), puis la persistance (dans les années 1990) d'un chômage de masse, certes indemnisé. Or aucune réforme de fond de l'économie n'a été entreprise, en partie parce qu'aucune équipe n'a été au pouvoir plus de cinq ans, en partie parce que ceux qui profitent de l'ancien système et ont tout intérêt à le prolonger le plus possible ont un poids électoral énorme: en particulier, les fonctionnaires et para-fonctionnaires, qui représentent 25% des électeurs, sont à la fois le cœur de l'électorat de la gauche modérée, une force à ménager pour la droite, et les derniers Français à peu près à faire grève... Cette situation me rappelle fortement celle de la IIIe République finissante, empêtrée dans l'archaïsme des campagnes puissantes au Sénat.

Enfin, la construction européenne n'a pas réellement su prendre le relais de la séculaire construction de la nation, puis de la République. L'Union européenne, surtout depuis l'Acte Unique (1986), le traité de Maastricht (1993) et la naissance de l'euro (1999-2002), a une influence de plus en plus déterminante sur la vie quotidienne des Français, lesquels dans leur grande majorité n'en contestent pas le principe; mais elle est toujours perçue comme une bureaucratie aveugle, une force non démocratique. Malgré des torrents de propagande "politiquement correcte", son influence est très mal supportée, et alimente le discrédit de la politique à l'échelle nationale. En 1993, le traité de Maastricht a bien failli être rejeté par référendum... et il n'y a toujours pas de classe politique européenne, tout simplement parce qu'il n'y a pas encore de cadre commun pour une vie politique européenne: l'Europe n'est toujours qu'une association d'États.

Bref, la Ve République est en crise – mais cette crise est-elle particulièrement grave? Le propre de tout système démocratique n'est-il pas d'évoluer, c'est-à-dire d'être en crise permanente? Les années 1960 nous apparaissent rétrospectivement comme une période fondatrice, mais à l'époque la Ve République était déjà vigoureusement contestée, et l'on annonçait sa fin prochaine; il y avait alors déjà un puissant parti contestataire, le P.C.F., infiniment plus dangereux pour la démocratie que le F.N. car il servait de relais local à une puissance étrangère agressive... Gardons-nous de trop nous laisser influencer par le catastrophisme des médias, relayé par tous ceux qui ont intérêt à assimiler la réforme à la catastrophe: jusqu'à nouvel ordre, nous ne sommes pas en 1938, ne serait-ce que parce que la France n'est pas en déclin économique¹ et que le niveau de vie a continué d'augmenter même durant les périodes de crise; et surtout

¹ Au moins à court terme – le long terme fait débat, et il faudrait prendre en compte également les effets du vieillissement de la population. Mais la France, a priori, n'est quand même ni la Russie, ni l'Argentine!

parce que depuis 1991 il n'y a plus de menace grave à nos frontières (même l'islamisme, apparu en pleine lumière avec la révolution iranienne de 1979, n'est pas un danger à court terme: il ne contrôle aucun pays de premier plan, par définition il ne peut s'étendre au-delà du monde musulman, et le terrorisme islamique, s'il peut être spectaculaire, est avant tout un aveu de faiblesse), ni de grande force hostile à la démocratie dans son principe à l'intérieur du pays (contrairement à Doriot et consorts, le F.N. et Lutte ouvrière acceptent le principe des élections). Quant à savoir s'il est bon et sain que la situation présente se prolonge...

I-La gauche au pouvoir (1981-1984).

Au lendemain de sa brillante victoire de mai 1981, sans y être obligé par l'arithmétique parlementaire François Mitterrand choisit de former un gouvernement d'union de la gauche, avec à Matignon Pierre Mauroy, le maire de Lille, emblème d'un socialisme très "Front populaire". Les communistes revenaient au gouvernement pour la première fois depuis 1947: ils recevaient quatre portefeuilles techniques, la Santé, les Transports, la Fonction publique et la Formation professionnelle. Cela inquiéta beaucoup en France, mais aussi à l'étranger, à l'heure de la reprise des tensions est-ouest – le vice-président des États-Unis, George Bush (Sr), crut bon de venir en personne faire une mise en garde. En fait, les communistes ne présentaient plus aucun danger: ni subversif, on le savait depuis 1968; ni électoral, la récente élection l'avait prouvé¹. Mitterrand voulait peut-être les réintégrer dans la vie politique "normale", leur faire abandonner leur culture révolutionnaire, afin de « guérir la France du bolchevisme » (c'est la thèse de l'historien Maurice Agulhon); il voulait surtout, je crois, ligoter le P.C.F. en l'associant à l'action gouvernementale, l'empêcher de se refaire une santé en critiquant l'action des socialistes. Le calcul fut efficace, plus encore sans doute que Mitterrand ne l'espérait: le P.C.F., qui avait vu le danger mais n'avait guère eu le choix de refuser d'entrer au gouvernement dans l'enthousiasme de mai 1981, sortit exsangue de son soutien obligé au tournant de la "rigueur" en 1982-1983, au point de menacer sérieusement l'ensemble de la gauche d'un retour à une situation structurellement minoritaire.

Le nouveau pouvoir entreprit une série de réformes promises de longue date, et espérées d'une bonne partie de la population. Dans le domaine des libertés et des droits des individus, les plus marquantes furent l'abolition de la peine de mort, réforme réalisée à contre-courant de l'opinion, en septembre 1981, par le ministre de la Justice Robert Badinter; la libération des ondes radiophoniques en octobre 1981, que suivirent bientôt les premières chaînes privées de télévision (Canal + naquit en septembre 1984); la suppression de la Cour suprême de justice, une juridiction d'exception héritée de l'époque de la guerre d'Algérie; le remboursement de l'I.V.G. par la Sécurité sociale; la dépénalisation des rapports homosexuels entre personnes consentantes de plus de quinze ans² (toutes ces réformes datent de 1981). Ce fut aussi, en 1982, la loi Deferre sur la décentralisation, une rupture historique avec deux siècles de jacobinisme; elle se traduisit entre autres par la réapparition des

¹ Et le danger d'espionnage? En fait, les socialistes se méfiaient tellement d'eux qu'ils leur interdirent l'accès aux dossiers sensibles; de toute façon les communistes français n'avaient aucun intérêt à un scandale de cet ordre. Il y avait bien un ancien correspondant des services de l'Est au gouvernement... mais c'était un socialiste, le ministre de la défense Charles Hernu. Il semble qu'il n'était plus en activité en 1981.

² Auparavant elles n'étaient autorisées qu'à partir de dix-huit ans, alors que les relations hétérosexuelles l'étaient à partir de quinze ans. Ces dispositions étaient sévèrement appliquées dans les années 1970.

fameuses "régions" que de Gaulle n'était pas parvenu à imposer en 1969¹. Toutes ces réformes n'ont pas été remises en question, même si la décentralisation n'a pas eu que des effets positifs; elles font figure d'acquis, et même pour beaucoup aujourd'hui de seuls acquis des années Mitterrand². En revanche la Constitution ne fut pas modifiée: l'ancien pourfendeur du "coup d'État permanent" s'accommoda fort bien, une fois installé à l'Élysée, des pouvoirs étendus que les institutions lui accordaient, au point qu'au bout de quelques années les critiques de la "monarchie républicaine" fleurirent à nouveau.

Dans le domaine de la pratique politique, il faudrait évoquer aussi l'attention accrue portée à la culture, grâce à la personnalité flamboyante du ministre Jack Lang, et la fièvre monumentale mitterrandienne, que je traite au chapitre 17.

Il y eut aussi des réformes économiques et sociales; je ne présenterai ici que les premières, les secondes ayant été traitées au chapitre 18. Les réformes sociales étaient censées à la fois s'inscrire dans la continuité des "acquis sociaux irréversibles" du passé, dans la lignée des accords Matignon, des réformes de la Libération et des accords de Grenelle, et répondre au défi de la crise par une politique keynésienne de relance économique par la demande, dont les nationalisations représentaient un autre aspect: le social rejoignait l'économie. Il y eut une revalorisation générale des salaires, notamment du S.M.I.C., ainsi que des retraites. L'État engagea deux cent mille fonctionnaires, pour lutter contre le chômage. La semaine de travail passa, dans un premier temps, à trente-neuf heures (la gauche avait promis les trente-cinq heures, mais pour l'instant la réforme s'arrêta là pour cause de difficultés politiques croissantes à partir de 1982); on accorda aux travailleurs une cinquième semaine de congés payés; la retraite passa de soixante-cinq à soixante ans. Toujours en 1982, les lois Auroux firent progresser les droits des travailleurs au sein de l'entreprise, tandis que la loi Quillot améliorait les droits des locataires face aux propriétaires. La même année encore, le gouvernement créa un impôt sur le capital, l'impôt sur les grandes fortunes (I.G.F., l'ancêtre de l'I.S.F.), plus pour des raisons politiques qu'économiques (d'assiette très étroite, il n'a jamais rapporté grand-chose).

En revanche, sur le plan de la politique extérieure, où Mitterrand n'avait guère fait de promesses, la continuité domina, à l'exception de quelques beaux discours tiers-mondistes qui ne mangeaient pas de pain, comme celui que fit le Président à Cancún, au Mexique, à l'automne 1981. La construction européenne continua, avec l'entrée dans la C.E.E. de la Grèce en 1981, puis de l'Espagne et du Portugal en 1986: le symbole de la place centrale que la France entendait y jouer fut l'élection du socialiste français Jacques Delors à la présidence de la Commission européenne en 1984. En 1986, la signature de l'Acte unique conduisit à l'élimination (effective en 1993) de tous les obstacles non commerciaux aux échanges économiques entre les membres de la C.E.E. En matière de politique des blocs, on assista au réalignement de la France sur des positions toujours plus "atlantistes", à la surprise de ceux qui prenaient Mitterrand pour un sous-marin des communistes, et à la fureur des mouvances pacifistes. La crise la plus grave fut celle des "euromissiles", provoquée par le déploiement en Europe occidentale d'une nouvelle génération de missiles nucléaires américains, les Pershing, en réponse au déploiement de nouveaux

¹ Elles existaient déjà, en tant que cadres pour l'attribution des aides régionales européennes. Désormais, elles avaient des institutions élues, les conseils régionaux., et des compétences accrues.

² Il y eut aussi une grande opération de régularisation des immigrés clandestins, qui provoqua la fureur de la droite et a dû jouer un rôle dans la montée du Front national, qui apparut en pleine lumière aux élections suivantes.

missiles soviétiques, les S.S. 20. Une vague de manifestations pacifistes éclata, en R.F.A. notamment; elles s'attaquaient en fait presque uniquement au "militarisme américain", et étaient évidemment manipulées. Alors Mitterrand choisit son camp: en janvier 1983, devant le *Bundestag*, il réaffirma solennellement l'attachement de la France au bloc occidental, et déclara: « les pacifistes sont à l'ouest; les missiles, eux, sont à l'est ». Il n'y aurait pas de nouveau Munich... Le P.C.F. avala difficilement cette grosse couleuvre.

Par ailleurs les programmes nucléaires militaire et civil ne furent pas abandonnés, contrairement aux rêves d'une partie de la majorité; on se contenta, pour des raisons symboliques, d'arrêter les travaux de la centrale de Plogoff et d'abandonner l'extension du camp du Larzac. L'affaire du Rainbow-Warrior, en 1984, montra que la gauche savait recourir à l'occasion aux méthodes les plus traditionnellement crapuleuses: ce navire de l'organisation écologiste Greenpeace, qui partait en campagne contre les essais nucléaires en Polynésie, fut coulé par les services secrets français dans le port d'Auckland en Nouvelle-Zélande. Il y eut un mort; l'affaire entraîna la démission du ministre de la Défense, Charles Hernu.

Malheureusement, les choses allèrent vite très mal, essentiellement à cause de l'économie, qui refusait de se plier aux directives gouvernementales – en revanche il n'y eut pas de contestation de masse des réformes de société ni des réformes sociales, pourtant en partie elles aussi responsables de l'aggravation de la situation. Après un débat interne long et tendu, qui s'étala sur le premier semestre 1983, les socialistes décidèrent d'arrêter les réformes et de se convertir à une gestion plus orthodoxe de l'économie: ce fut ce que l'on appela "le tournant de la rigueur" (voyez le détail au chapitre 18). C'était un tournant majeur, le renoncement définitif de la gauche socialiste non seulement aux rêves, mais aussi à la rhétorique révolutionnaire.

Le Bad-Godesberg¹ français se fit donc à chaud, dans l'urgence. La conversion de la gauche à un réformisme complètement assumé, à une "culture de gouvernement", à un libéralisme économique modéré, n'avait pas pu se faire à froid comme en Allemagne en 1959, car la société française était bien trop politisée, car dans notre pays les mentalités sont bien trop imprégnées d'idéologie (du reste, la conversion de la gauche au libéralisme est toujours demeuré plus ou moins honteuse), et aussi à cause de la pression des communistes, même affaiblis.

La rigueur fut évidemment très impopulaire: sur le moment, le revenu des Français diminua, tandis que le chômage explosait. Aussi le gouvernement se trouva très vite en difficulté. La droite, menée par une nouvelle génération où se détachaient les figures de Philippe Séguin et d'Alain Madelin, reprenait confiance en elle; elle menait à l'Assemblée une guérilla sans merci. Dans ce contexte tendu, on vit ressortir une dernière fois l'ancestrale querelle scolaire, que les socialistes crurent bon de relancer pour faire diversion. Le Programme commun de 1972 prévoyait la nationalisation de l'enseignement privé, mais en 1981 on avait décidé que ce n'était pas une priorité. En 1984, le ministre de l'Éducation Alain Savary relança le projet. Tous les mécontents saisirent l'occasion pour se mobiliser avec les partisans de l'enseignement privé, contre une mesure qu'il était difficile de présenter comme un progrès de la liberté. En juin 1984, une gigantesque manifestation contre la réforme Savary, lancée par une galaxie d'organisations catholiques, dont l'Association familiale et scolaire (A.F.S.) et l'Association des Familles catholiques (A.F.C.), mais aussi par des organisations juives, rassembla un million et demi de personnes à Paris: ce fut la plus importante de notre Histoire. Elle entraîna, le mois suivant, la démission de Pierre Mauroy, remplacé à

¹ Voyez le cours sur l'Allemagne, au chapitre 5.

Matignon par Laurent **Fabius**; les communistes saisirent l'occasion pour regagner l'opposition.

La droite, qui n'avait jamais vraiment accepté la légitimité de ce qu'elle s'obstinait à baptiser "l'expérience socialiste", avait trouvé un nouveau cheval de bataille: le libéralisme, qui était en train de devenir le nouveau consensus, le nouveau conformisme. Mais un facteur complètement inattendu vint brouiller les cartes. Au élections cantonales de 1984, à la surprise et à la consternation générales, le **Front national** rassembla 11% des voix, alors qu'en 1981 Jean-Marie Le Pen n'avait même pas pu rassembler les cinq cents parrainages nécessaires pour se présenter à la présidentielle. C'était le retour de l'extrême-droite au cœur de la vie politique, après quarante ans de traversée du désert¹.

¹ Après l'échec aux présidentielles de 1965 de Tixier-Vignancourt, dont Jean-Marie Le Pen avait été le directeur de campagne, l'extrême-droite française avait entamé un profond travail de restructuration et de renouvellement. Ce fut d'abord le mouvement **Occident**, né en avril 1964, et qui recrutait essentiellement dans la jeunesse universitaire; Alain Madelin, Patrick Devedjian et Gérard Longuet y firent leurs premières armes avant de rejoindre les rangs la droite républicaine à la fin de la décennie – ainsi que Marie-France Stirbois et Bruno Gollnisch, futurs cadres du F.N. Le mouvement affichait un "jeunisme" typique de l'époque; s'il faisait volontiers le coup de poing contre les gauchistes, ce qui d'ailleurs demandait plus de courage que dans les années 1930 car les rapports de force au Quartier latin s'étaient inversés (sauf à la faculté d'Assas), il s'occupait aussi de reconstituer un socle idéologique. Il mobilisait le thème maurrassien de "la France seule", mais sous-tendu par une conception ethnico-biologique de la nation venue en droite ligne d'Europe centrale. En politique, il était partisan de la domination des "élites"; très anticommuniste, il soutenait l'action des États-Unis au Vietnam. Occident demeura un groupuscule essentiellement parisien; il échoua à noyauter des syndicats et associations d'étudiants, et fut dissous en décembre 1968 pour avoir posé une bombe de trop dans une librairie maoïste. À Assas, un groupe beaucoup plus nettement influencé par l'idéologie fasciste (rebaptisée "solidariste"), le Groupe Union Défense (G.U.D.), prit le relais.

En décembre 1969, des anciens d'Occident lancèrent un nouveau mouvement: **Ordre nouveau**. Il s'occupa presque immédiatement de prendre des contacts avec les autres extrêmes-droites européennes, toutes querelles historiques vidées: le nationalisme s'inscrivait désormais dans le cadre plus large de la défense de l'Occident chrétien contre le communisme et l'immigration. « Le parti de demain, c'est l'Europe occidentale. Le militant du M.S.I. [italien] et le phalangiste [espagnol], le lieutenant grec [l'armée grecque était au pouvoir à l'époque] et l'étudiant inscrit au N.P.D. [allemand] mènent notre combat. (...) Ils songent comme nous à créer la patrie nouvelle, qui s'étendra de l'Atlantique aux marches de l'Est (...). Notre patriotisme sera le ciment du bloc occidental et le rempart contre le bolchevisme »... Ordre nouveau, qui prétendait se lancer dans l'action politique, attira un moment toute la mouvance d'extrême-droite, par exemple l'hebdomadaire *Minute*; mais les résultats électoraux furent très décevants. Aussi à son deuxième congrès, en octobre 1972, le mouvement fusionna avec deux autres groupuscules, dont l'un était dirigé par Bidault, pour former le **Front national**, lequel se dota d'un leader qui avait fait ses preuves mais, ayant plus ou moins délaissé la politique active depuis 1965, n'avait pas de problèmes avec la justice et n'était pas associé aux échecs d'Ordre nouveau: Jean-Marie Le Pen.

Le programme du F.N. reprenait en gros ceux d'Occident et d'Ordre nouveau; au tout début, il n'était pas spécialement agressif envers les immigrés, ni d'ailleurs envers les réformes "libertaires" dans l'air, comme le droit à l'I.V.G. Mais il apprit très vite à mobiliser sur ces thèmes (celui de l'immigration apparut à partir de 1973), plus ceux du poujadisme qui constituaient en quelque sorte l'apport personnel de M. Le Pen; il

élargit ainsi son électorat potentiel, quitte à devoir organiser la coexistence problématique entre des courants très différents... Cependant les résultats électoraux étaient toujours aussi décevants (0,74% des voix aux présidentielles de 1974!), et les scissions se succédaient – elles permirent à M. Le Pen d'imposer ses proches, notamment Jean-Pierre Stirbois.

Le F.N. représente en quelque sorte le versant politique de l'extrême-droite française des années 1970; il faut s'arrêter aussi sur son versant intellectuel. Ce fut d'abord la revue *Europe Action*, fondée en 1962 par Dominique Venner, ancien para, ancien de l'O.A.S. et intellectuel autodidacte; on y trouvait notamment les premiers articles de Fabrice Laroche, plus connu sous le pseudonyme d'Alain de Benoist. Puis ce fut la fondation du Groupement de Recherche et d'Étude pour la Civilisation européenne (**G.R.E.C.E.**) en 1967 (1969 pour le dépôt des statuts officiels), dirigé par Alain de Benoist. Ces deux entités avaient en commun de s'essayer à une refondation théorique du nationalisme autour de la notion de "civilisation occidentale" – une civilisation dont le christianisme n'était pas censé représenter le cœur, mais au contraire un élément étranger, "oriental" (lisez: juif), une force universalisante et dissolvante pour les identités nationales. Le signe du G.R.E.C.E. était parlant: il y avait dans ces milieux toute une défense et illustration du paganisme. *Europe Action*, puis le G.R.E.C.E. développèrent aussi, notamment d'après Alexis Carrel (un biologiste qui en 1935 avait repris les théories de Vacher de Lapouge, mâtinées d'hitlérisme, dans *L'homme, cet inconnu*), une théorie "différentialiste" de l'inégalité biologique des races: les frontières génétiques devaient remplacer les frontières politiques, dépassées – l'antisémitisme en revanche était discret, pour éviter les ennuis juridiques. Le G.R.E.C.E. tenait l'égalité en général pour une utopie néfaste: il posait l'hérédité de l'intelligence et en tirait des conclusions élitistes, défendait l'eugénisme (ce qui conduisit Benoist à approuver la loi Veil!), détestait le capitalisme libéral autant que le marxisme, et, sous prétexte de lutte contre la "disparition progressive de la diversité du monde", tenait le métissage, racial ou culturel, pour le péril suprême.

Bref, plus rien à voir avec les extrême-droites françaises traditionnelles: malgré des références à Lénine (l'homme d'action, l'auteur de *Que faire?*) et à Gramsci (un communiste italien de l'entre-deux-guerres, lui aussi théoricien de l'action) et l'absence totale de références directes à Hitler (la même prudence le poussait à refuser de s'associer aux négationnistes, qui firent du bruit en 1978 avec le professeur Faurisson), **Alain de Benoist a largement réinventé le nazisme**. Mais ce n'était pas un politique; il voulait plutôt peser sur le débat intellectuel, influencer les esprits. Pour cela, le F.N. d'alors n'était pas un acteur assez important. Le G.R.E.C.E. faisait la chasse aux cautions intellectuelles – il arriva à obtenir des collaborations de Giono et de Michel Tournier! (deux hommes aux idées un peu confuses sur certains points: la fin du *Roi des aulnes* m'a toujours mis très mal à l'aise). Même Gorges Dumézil se fit piéger dans un comité de lecture... Le G.R.E.C.E. influençait des cercles politiques comme le **club de l'Horloge**, fondé en 1974 par le futur frontiste Yvan Blot, et qui devait servir de relais au F.N. dans la haute administration et le monde politique – mais la rupture survint vite, le club de l'Horloge étant allergique au néo-paganisme et plutôt porté au néo-libéralisme en économie. Ce fut au club de l'Horloge que Bruno Mégret fit ses premiers pas en politique – il ne rejoignit le F.N. qu'au début des années 1980, après un bref passage au R.P.R. entre 1979 et 1981 (sous l'influence de Marie-France Garaud, conseillère de Jacques Chirac et Cassandre hystérique du danger soviétique – tout ceci, en effet, avait lieu dans le contexte de la curée médiatique générale de cette fin d'années 1970 contre le "socialisme réel").

Le F.N., qui menait une vie groupusculaire depuis sa fondation en 1972, avait su renouveler la thématique et le discours de la droite nationaliste: il ne contestait pas ouvertement la République ni la démocratie, mais il exploitait des thèmes classiques de tous les populistes: "la France d'en bas" contre les gros et les élites, le désarroi des victimes de la crise, la peur du changement, de l'ouverture au monde, de la construction européenne; et puis surtout la haine des immigrés, le racisme anti-Arabes et anti-Noirs, la phobie de l'islam, des sentiments répandus depuis longtemps dans la population française – et que d'ailleurs une partie de la droite républicaine ne s'était pas privée d'exploiter à l'occasion, mais sans jamais en faire le cœur de son programme. À nouveau, comme avec l'antisémitisme vers 1895, on assistait à la politisation, par une mouvance protestataire et démagogique dépourvu de scrupules, d'un sentiment collectif trop bas pour être mobilisé par les forces politiques classiques. Grâce à ce discours assez peu fascisant en surface malgré des "clins d'œil" plus ou moins discrets (notamment antisémites) régulièrement adressés à la partie la plus militante et la plus radicale de son électorat, grâce aussi aux étonnants talents de tribun de Jean-Marie Le Pen, le F.N. avait réussi à mordre sur la petite bourgeoisie et les couches

Tout ceci ne touchait que des milieux très réduits; mais en 1978 le nouveau patron du *Figaro*, Robert Hersant, décida de lancer un supplément hebdomadaire nettement plus militant et radical que le quotidien, le Figaro magazine, dirigé par Louis Pauwels (l'ancien animateur de la revue *Planète*, plus portée sur l'occultisme que sur la politique): il s'agissait de fonder une "nouvelle droite". Le G.R.E.C.E. parvint à y faire entrer quatre des siens, dont Alain de Benoist: c'était une tribune inespérée, même si l'on ne pouvait pas y écrire tout à fait n'importe quoi compte tenu d'un lectorat essentiellement conservateur; mais le G.R.E.C.E. parvint à occuper une bonne partie de l'espace médiatique en 1979-1981: tout le monde ne parlait plus que d'eux, même si c'était en général sur un ton indigné. Le club de l'Horloge aussi avait des représentants dans la revue de Pauwels, laquelle attirait aussi des hommes plus respectables, comme l'historien Pierre Chaunu et l'écrivain Jean d'Ormesson.

Certains hommes politiques de la droite républicaine étaient fort proches de ces cercles, notamment Michel Poniatowski, dont Yvan Blot fut le directeur de cabinet et qui se passionna brutalement pour les Indo-Européens, ainsi que Jacques Médecin, le maire de Nice. Après 1981, le *Fig-Mag*, repositionné en organe de l'ultra-libéralisme "musclé", gagna encore en audience à cause de ses critiques au vitriol de l'action de la gauche, et aussi parce qu'il avait une explication simple à la défaite de la droite: celle-ci s'était laissée entraîner à partager les valeurs de la gauche au lieu de les combattre, elle avait connu une "dérive social-démocrate"... Il fut pourtant impossible au G.R.E.C.E. et au club de l'Horloge de "coloniser" la droite républicaine, qui au même moment redécouvrait le libéralisme, et n'était donc pas orpheline d'idéologie; elle avait quand même retenu quelques leçons de l'Histoire, et surtout elle demeurait démocrate. Il ne restait plus, à partir de 1984, qu'à se rabattre sur le F.N., ce qui fut certainement perçu comme une défaite.

Pour compléter tout à fait le tableau, il faut évoquer l'apparition d'un courant néo-légitimiste dans la foulée de la contestation de Vatican II par les catholiques traditionnalistes (l'occupation de l'église saint-Nicolas du Chardonnet par les traditionnalistes proches de Mgr Lefebvre date de 1977): en 1982, Bernard Antony, également connu sous le pseudonyme de Romain Marie, lança le groupe Chrétienté-Solidarité, très proche dès l'origine du F.N. – en 1981, deux jours avant la victoire de Mitterrand, Jean-Marie Le Pen avait défilé pour la première fois aux côtés des traditionnalistes à la fête de Jeanne d'Arc. En 1982 toujours, Romain Marie lança le quotidien *Présent*, qui devint rapidement l'organe officieux du F.N.

populaires, récupérant une partie du vote protestataire de gauche avec les voix d'une partie de la droite radicalisée.

Les deux années qui suivirent furent très pénibles; elles se conclurent par la victoire de la droite républicaine aux élections législatives de 1986. Ces premières années 1980, en tout cas, avaient révélé un grand homme politique qui allait dominer la vie politique du pays durant quatorze ans, pour le meilleur et pour le pire; elles avaient profondément transformé les équilibres politiques et même les termes du débat politique; elles avaient enseigné que la Ve République pouvait survivre à une alternance politique majeure, mais aussi que les guerres civiles froides franco-françaises allaient devoir être rangées au placard, car le monde frappait à la porte. Elles avaient aussi désenchanté les Français des utopies et des programmes tout faits... Bref, **la période post-gaullienne était close**; la France était entrée dans une ère politique nouvelle.

II-L'ère des cohabitations.

A) La première cohabitation (1986-1988).

En juillet 1985, la gauche avait rétabli le suffrage proportionnel de liste départemental aux élections législatives, afin de réduire l'ampleur de la victoire prévisible de la droite (mais aussi de respecter l'une des cent dix propositions du candidat Mitterrand en 1981). Aux législatives de mars 1986, tenues dans un climat assez lourd (il y eut notamment plusieurs attentats d'Action directe), effectivement la droite n'eut pas la majorité absolue; en revanche, **trente-cinq députés du Front national entrèrent à l'Assemblée nationale**. Depuis, on a beaucoup accusé Mitterrand d'avoir joué la montée du F.N. dans le but d'affaiblir la droite républicaine – comme la puissance du P.C. avait affaibli la gauche modérée dans les années 1960, au grand plaisir de De Gaulle. Le F.N. avait obtenu 9,8% des suffrages, légèrement plus que le P.C.F. qui, avec 9,7%, continuait son déclin – la percée du F.N. était particulièrement sensible dans certains quartiers populaires d'héritage communiste, ce qui marquait une inflexion (les premiers succès du F.N. étaient plutôt dûs à la petite et moyenne bourgeoisie). En revanche, le P.S., parti des classes moyennes et notamment des enseignants et autres fonctionnaires, faisait un score honorable (31,6%, en recul de 6,4%); la droite modérée rassemblait 42,5% des suffrages.

Jacques Chirac devint premier ministre pour la seconde fois. La principale figure de son cabinet était Édouard Balladur (né en 1930), un énarque entré en politique sous le patronage de Pompidou; il était ministre de l'Économie, des Finances et de la Cohabitation. Le nouveau chef du gouvernement tenait alors un discours très libéral, influencé par Margaret Thatcher et par Ronald Reagan, mais qui sonnait à certaines oreilles comme l'expression d'une revanche politique et sociale. Il se dépêcha d'en revenir au scrutin majoritaire, qui n'a plus été contesté depuis (mais n'est toujours pas inscrit dans la Constitution).

Les nationalisations de 1981 cédèrent la place à tout un train de **privatisations**, qui touchèrent même des secteurs qui avaient toujours été sous le contrôle de l'État, comme la télévision: **T.F.1** fut privatisée en avril 1987, tandis qu'une nouvelle chaîne privée, la Cinq, vint s'ajouter (en février 1986) à Canal +. En matière industrielle, une loi-programme votée en août 1986 prévoyait soixante-cinq dénationalisations en cinq ans, durée théorique de la législature: les premières (Saint-Gobain, Paribas) se passèrent bien, mais un krach boursier à Wall Street, en octobre 1987, vint tout compliquer. Autres mesures typiquement libérales, la suppression de l'autorisation administrative de licenciement, en juillet 1986, proposée par le ministre des Affaires sociales et de l'Emploi, Philippe Séguin; et celle de l'I.G.F., une maladresse qui coûta cher à la droite en 1988. Dans l'ensemble, le redressement des grands équilibres, déjà engagé depuis 1984, se poursuivit, notamment dans le domaine de l'inflation, d'autant que la

croissance économique reprenait; mais le chômage se stabilisa à un niveau très élevé, 10,5% de la population et la balance des paiements redevint déficitaire en 1987.

La droite eut plus de mal en matière de réformes de société. En septembre 1986, une loi due au ministre de l'Intérieur Charles Pasqua facilita les expulsions d'étrangers en situation clandestine: cela avait été l'un des thèmes de la campagne de la droite, sous la pression du F.N. En revanche, un projet de réforme du code de la nationalité, dans le sens du droit du sang, souleva des tempêtes et finit par être très adouci: le gouvernement, qui espérait couper l'herbe sous les pieds du F.N., n'aboutit qu'à le mécontenter davantage et à offrir à François Mitterrand une confortable tribune, tandis que les associations antiracistes, comme S.O.S. racisme, se rapprochaient à grande vitesse du P.S. Plus grave, une flambée d'attentats terroristes vint décrédibiliser le discours de fermeté du gouvernement: les plus graves furent celui qui eut lieu devant le magasin "Tati", rue de Rennes, en mars 1986, et fit six morts; et l'assassinat du P.D.G. de la régie Renault, Georges Besse, par Action directe, en novembre 1986 – finalement, les dirigeants d'Action directe furent arrêtés en février 1987. De même, une tentative de réforme des universités aboutit à une levée de boucliers, à des manifestations étudiantes (il y eut un mort en décembre 1986, Malek Ousseki) et à la démission du ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche, Alain Devaquet, le lendemain.

Le président de la République profita de toutes ces difficultés pour se refaire rapidement une santé dans les sondages en critiquant systématiquement l'action de son gouvernement, d'autant qu'aux termes de la répartition des tâches fixée par de Gaulle il demeurait en charge de la conduite générale des Affaires étrangères et de la Défense, ce que Jacques Chirac, trop gaullien peut-être, ou soucieux de ne pas dévaloriser une fonction présidentielle qu'il espérait bien un jour occuper, n'osa ou ne put pas vraiment lui contester; or c'était le plus valorisant. Dans ces conditions, l'élection présidentielle de mai 1988 se traduisit par une nette victoire du président sortant, quasiment sans programme, face à son premier ministre: 54% contre 46% (au premier tour Mitterrand avait obtenu 34% des voix, et Jacques Chirac, 19,9%). Le slogan de Mitterrand n'était plus « changer la vie », mais: « la France unie »: posture de rassembleur face à l'excité d'en face... Jacques Chirac avait été gêné par la candidature de Raymond Barre, qui s'était toujours opposé à la cohabitation et obtint finalement à peine moins de voix que le premier ministre (18,5% au premier tour), et bien sûr par celle de Jean-Marie Le Pen, qui obtint 14,4% des voix, nettement plus que ce que les sondages lui accordaient. L'électorat du F.N. continuait à se "nationaliser", il progressait à la fois chez les ouvriers, les commerçants et les artisans, et se composait pour un quart d'anciens électeurs de Mitterrand en 1981. En revanche, le P.C. n'était plus un gros problème pour le P.S.: son candidat, André Lajoie (un fils de paysan des campagnes "rouges" de l'Allier, intelligent et cultivé mais souffrant d'un manque absolu de charisme), choisi parce que Georges Marchais ne voulait pas assumer une possible catastrophe électorale, n'obtint que 6,7% des voix.

B) Le second septennat de Mitterrand: le retour de la gauche (1988-1993)

Le premier septennat de Mitterrand avait été décevant; le second fut un ratage complet, particulièrement pénible sur la fin. L'homme avait vieilli; son cancer de la prostate, diagnostiqué en novembre 1981 mais rendu public en septembre 1992 seulement, le rendit progressivement incapable de gouverner le pays – il mourut six mois après la fin de son mandat, en janvier 1996. Trop longtemps au pouvoir, le Président s'entoura d'une cour et sombra parfois dans le népotisme, tandis que différents scandales financiers ou autres défrayaient la chronique, et que l'opinion découvrait avec des sentiments mêlés qu'il avait une seconde famille, avec une fille, Mazarine Pingeot (en novembre 1994), ou qu'il avait gardé des liens avec des amis de jeunesse d'extrême-droite (René Bousquet, ancien

secrétaire général de la police de Vichy et l'organisateur de la rafle du Vel'd'Hiv¹); des voix de moins en moins révérencieuses rappelaient qu'il n'avait pas été toujours de gauche, loin de là – ce fut, pour la génération de ceux qui avaient voté pour lui en mai 1981, le coup de grâce, et, pour beaucoup, la fin de tout espoir en la politique. Surtout, dès 1988 Mitterrand n'avait plus l'élan politique de 1981: la raison essentielle de sa réélection avait été que Jacques Chirac n'avait pas convaincu; et, en politique étrangère, cet homme né en 1916 comprit mal les enjeux de l'effondrement du communisme, allant jusqu'à manifester de la mauvaise humeur, en 1990, face à la réunification de l'Allemagne.

Après avoir dissous la Chambre des députés, comme en 1981, Mitterrand s'assura une majorité relative – relative: la droite était décidément toujours structurellement majoritaire, malgré l'accident de 1981 (au premier tout R.P.R. et U.D.F. rassemblaient 40,5% des voix, plus 9,7% pour le F.N., dont les succès ont toujours été liés à la personnalité de son leader; contre 34,8% pour le P.S. et 11,3% pour le P.C. qui bénéficiait d'une bonne implantation locale). Il nomma premier ministre son vieil ennemi Michel Rocard, parce qu'il était populaire et dans le but presque explicite de l'user. Une tentative pour rallier les centristes de l'U.D.F. avorta: il n'y eut que des ralliements individuels. Il apparut aussi des représentants de la "société civile": le cancérologue Léon Schwartzberg, l'historien Alain Decaux, etc., reçurent des portefeuilles pour la plupart symboliques – le premier fut renvoyé au bout de deux mois pour propos intempestifs. L'ensemble n'était guère enthousiasmant..

On régla le problème de la Nouvelle-Calédonie, territoire d'outre-mer du Pacifique où le durcissement de l'opposition entre Caldoches (Blancs) et Kanaks (indigènes, représentés par le Front national de Libération K-kanak socialiste de Jean-Marie Tjibaou, assassiné en 1989), avait abouti à un grave incident, une prise d'otages sur l'île d'Ouvéa, qui avait fait six morts parmi les gendarmes, puis dix-neuf parmi les indépendantistes. On repoussa la perspective d'un référendum sur l'indépendance à 1998², et on donna au F.L.N.K.S. le contrôle d'une province riche en ressources minières. On rétablit l'I.G.F. sous le nom d'I.S.F., en octobre 1988 on créa un nouveau transfert social, le Revenu minimum d'Insertion (R.M.I.), tandis que les déséquilibres croissants des comptes de la Sécurité sociale étaient partiellement financés, à partir de 1990, par une Contribution sociale généralisée (C.S.G.), c'est-à-dire, pour la première fois, par un impôt et plus par des cotisations. Les dénationalisations s'arrêtèrent, ou plus exactement elles continuèrent plus lentement et plus discrètement. Comme l'économie allait mieux à l'échelle mondiale et que l'emploi redémarrait, on put se permettre de ne pas faire d'autres choix.

Assez vite, la morosité revint, avec des grèves des transports publics et des infirmières à l'automne 1988, puis une nouvelle série de conflits sociaux en 1990 (avec notamment une grosse "grève lycéenne"); une abstention croissante aux élections cantonales, municipales et européennes, une crise interne d'à peu près tous les partis – au congrès de Rennes en mars 1990, les socialistes ne parvinrent pas à se mettre d'accord sur une motion commune. Pendant ce temps, les thèmes favoris du F.N. s'imposaient progressivement au centre de la vie politique, avec notamment une première "affaire des voiles" isamiques au collège, à Creil en septembre-octobre 1989, des émeutes à Vaulx-en-Verin (en banlieue lyonnaise) en octobre 1990, etc.; cependant que de premiers scandales financiers (Carrefour du développement, Luchaire etc.) touchaient les proches du pouvoir dans les années 1980 – en décembre 1989, une loi vint, pour la première fois, réglementer le financement des partis politiques.

¹ En procès pour ces faits, Bousquet fut assassiné en 1991 par un déséquilibré.

² À cette date, le compromis de 1988 a été prolongé pour dix ans.

La première guerre du Golfe, en janvier-février 1991 (l'Irak avait envahi le Koweït en août 1990), vint faire diversion durant quelques mois: la France se rangea sans ambiguïté derrière la coalition conduite par les États-Unis, et l'opinion suivit; un seul ministre, Jean-Pierre Chevènement, jugea bon de démissionner. Puis le pays revint à ses problèmes: en mai 1991, pour tenter de calmer le malaise général, Mitterrand renvoya Michel Rocard et tenta de faire un "coup" politique en nommant à Matignon une femme, Édith Cresson; mais elle n'avait aucun poids dans le P.S. et se révéla d'une grande maladroite, et en avril 1992 le Président la remplaça par Pierre Bérégovoy, qui avait au moins pour lui d'être un ancien ouvrier, mais à qui l'on reprocha d'avoir trahi le peuple en étant devenu un libéral en économie. Il ne se passait plus rien, sauf divers conflits sociaux, des scandales qui touchèrent même (injustement) le premier ministre, et une aggravation des tensions sur l'immigration; or le monde changeait à vitesse accélérée: à l'été 1991, l'U.R.S.S. avait commencé à s'effondrer (elle disparut en décembre); en février 1992, les ministres des Affaires étrangères et des Finances des Douze (les pays de la C.E.E.) avaient signé le traité de Maastricht, qui relançait la construction européenne en lançant notamment le processus conduisant à l'adoption d'une monnaie commune, l'euro - il fut soumis à référendum en septembre 1992, et en France le "oui" ne l'emporta que par 50,8% des voix.

En 1993, la France entra en récession, la plus grave depuis 1945: la gauche n'avait plus aucune chance d'échapper à une nouvelle défaite. Les législatives d'avril 1993 furent un désastre pour la majorité, amplifié par le scrutin majoritaire: le P.S. n'obtint (avec 20,1% des voix) que 67 sièges, le P.C. 24 (avec 9,87%), tandis que la droite républicaine en avait 485 (sur 577, avec 44,1% des voix). Le F.N., avec 12,5% des voix, n'obtenait aucun siège. Dépressif, Pierre Bérégovoy se suicida le premier mai. Jacques Chirac se réservant pour la prochaine présidentielle, Édouard Balladur devint chef du gouvernement: une nouvelle période de cohabitation commençait.